



Le Conseil du Commerce de France interpelle les candidats sur l'avenir du commerce

À l'approche des échéances électorales, le CdCF interpelle les candidats sur la nécessité d'accompagner la triple révolution technologique que vit actuellement le commerce. L'organisation réclame notamment une équité fiscale entre les différents acteurs du commerce et une réduction du coût du travail



À un peu plus de deux mois des élections présidentielles, le Conseil du commerce de France (CdCF) ne pouvait faire autrement que d'interpeller les candidats sur les risques qui pèsent sur le commerce. "Le commerce aussi connaît une profonde évolution technologique et de plus en plus d'emplois sont menacés", s'inquiète William G. Koeberlé, président du CdCF.

Cette révolution technologique qui menace l'emploi est triple: le développement du e-commerce (40% produits culturels, 15% textile, 5% pour les cosmétiques), la numérisation des données de l'ensemble des process des entreprises (factures, commandes inventaires, encaissements), ainsi que la robotisation des tâches, qui malgré un investissement important, fait se rejoindre le coût horaire d'un entrepôt automatisé et celui de l'heure humaine travaillée.

Une équité fiscale

Les propositions s'articulent autour de 3 axes :

- le développement équilibré de toutes les formes de commerce, grâce notamment à une équité fiscale entre les différents acteurs du commerce (remplacement de la fiscalité locale assise sur les surfaces de vente par une fiscalité assise sur la valeur ajoutée - via la CVAE, et/ou la vente, via la TVA), un allègement du droit de l'urbanisme commercial pour la rénovation du parc existant, la création d'un crédit d'impôt investissement

commerce.chefdentreprise.com

Pays : France

Dynamisme : 5



Page 2/2

[Visualiser l'article](#)

numérique pour accompagner la digitalisation du commerce, la libéralisation de l'ouverture dominicale des commerces.

- l'emploi et la formation en alternance, avec la réduction du coût du travail (exonération de charges pour les bas salaires, "barémisation" des allègements de charges, doublement de seuils sociaux), la valorisation de l'alternance (stabilisation du système de financement, exonération de charges sociales pour tous les contrats d'apprentissage et de professionnalisation, l'extension du crédit d'impôt apprentissage au contrat de professionnalisation), et le soutien à la reprise d'entreprise par les salariés.

- la simplification de la vie des commerçants, avec notamment la simplification du droit du travail (dont temps partiel, accords majoritaires, compte pénibilité...), l'obligation de réaliser des études d'impact avant l'adoption de nouvelles normes ou encore la valorisation des bonnes pratiques au travers d'une fiscalité incitative.



[commerce-programme-présidentielles-2017]

Les patrons du commerce interpellent les candidats à la présidence de la République. Leurs demandes peuvent être légitimes mais elles ne représentent "que" le discours patronal. Que veulent les salariés et indépendants du secteur ?

Les représentants des cinq grandes fédérations du commerce interpellent les candidats à la présidence de la République dans LSA (l'hebdo de référence du secteur industrie-commerce) du 16/02/17. Et, dans son édito "Demandez le programme", Yves Puget écrit que *"produire, consommer et vivre autrement ne signifie pas faire marche arrière"*.

De mon côté, je retiens 4 demandes.

- **Simplification et réduction de la fiscalité** - toutes les taxes ont flambé ces cinq dernières années. « Avec la refonte des valeurs locatives, la pression fiscale va augmenter de 50% sur les commerces de 400 m² » (Claude Boulle, Alliance du Commerce).

- **Allègement du coût du travail** : suppression des charges au niveau du SMIC et exonération de charges sociales sur les contrats en alternance (Jacques Creyssel, Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution et William Koeberlé, [Conseil du Commerce de France](#)).

- **Assouplissement des horaires de travail**, y compris travail dominical.

- **Egalité des conditions de concurrence entre acteurs** (François Momboisse, FEVAD).

Le discours est bien évidemment de type patronal, même si toutes ces demandes peuvent être légitimes. Dans le prolongement de ce questionnement, je me demandais : et vous, chers lecteurs représentants de commerce, cadres et directeurs commerciaux, publicitaires ou encore membres d'une société de service, auriez-vous d'autres demandes à formuler à nos candidats ?

Quelques enjeux qui me semblent importants : fiscalité de la nouvelle économie (collaborative notamment), du C to C, l'adaptation du droit de la concurrence aux monopoles de détention des datas, la fiscalité des échanges de datas, la suppression de vieilles taxes comme celle qui porte sur toutes les enseignes d'une certaine dimension (restaurants, coiffeurs) ou sur les parkings, le statut des zones piétonnes, l'adaptation du taux de TVA, l'extension ou la restriction des *class actions*... Et, d'après vous, faut-il encore un ministre du commerce (attention : vous n'avez le droit de me répondre par l'affirmative que si vous savez me citer le nom de la personne qui occupe le poste actuellement !) ?

Je suis à votre écoute, et éventuellement prêt à relayer.

21/02/2017 05:00:03

AGENDA DES CONFERENCES DE PRESSE ET EVENEMENTS ECONOMIQUES JUSQU'AU 28 FEVRIER EN FRANCE

Voici l'agenda prévisionnel des conférences de presse et autres événements économiques jusqu'au 28 février (heure de Paris):

(+) Nouvel élément

(*) Modification ou précision

1/ ECO

- 08H30 - Fédération des Promoteurs Immobiliers (FPI) : conférence de presse sur les résultats et analyse des chiffres de la promotion privée en 2016 et les perspectives pour 2017 - Chateau'form - Les jardins de Saint-Dominique - 49/51 rue Saint Dominique 75007 Paris

- 08H30 - Présentation de la transformation de la banque de proximité du groupe BPCE - Siège, 50 avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris

- 09H00 - Agence BIO : conférence de presse de présentation des résultats du baromètre 2017 de l'Agence BIO sur la consommation et la perception des produits bio, et des derniers chiffres de l'agriculture biologique et du marché des produits bio à fin 2016 - Restaurant Le Breguet, 17 rue Breguet 75011 Paris

- 09H00/11H00 - Association professionnelle Financement Participatif France (FPF) / KPMG : présentation du Baromètre 2017 du crowdfunding en France - Maison de Crowdfunding, 34 rue de Paradis 75010 Paris

(*) 09H15 - Conférence de presse de "l'Initiative Rénovons" (qui réunit notamment la Fondation Nicolas Hulot, le Secours Catholique, la FNE, etc.) sur la rénovation énergétique - Fondation abbé Pierre, 3 rue de Romainville 75019 Paris

- 09H30 - Conférence de presse de présentation de l'édition 2017 de l'Insee Références "Les conditions de logement en France", publiable à 18H00 - Insee, salle Francis-Louis Closon, 6 rue Legrand 92240 Malakoff



Le CdCF interpelle les candidats sur l'avenir du commerce



Alors que l'élection présidentielle approche, le Conseil du Commerce de France se mobilise auprès des pouvoirs publics, élus et candidats pour les alerter sur l'impact des politiques publiques sur la situation du commerce, secteur d'activité du quotidien des Français et lance une vaste campagne de communication autour de son Manifeste « Une nouvelle politique pour le commerce - Comment préserver l'emploi ? ».

Rappelant que le secteur du commerce représente 1 409 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France (3,5 millions d'emplois dont 3 millions de salariés et 873 000 entreprises qui sont le premier employeur d'un jeune sur 4), le Conseil du Commerce de France rappelle le rôle majeur du commerce sur le territoire.

« Le commerce aussi connaît une profonde évolution technologique et de plus en plus d'emplois sont menacés. Pour préserver l'emploi, le Conseil du Commerce de France fait des propositions concrètes et souhaite associer tous les acteurs du pouvoir politique dans cette démarche », souligne William G. Koeberlé, président du CdCF.

Cette révolution technologique qui menace l'emploi est triple : le développement du e-commerce (40 % produits culturels, 15 % textile, 5 % pour les cosmétiques); la numérisation des données de l'ensemble des process des entreprises (factures, commandes inventaires, encaissements) et la robotisation des tâches qui, malgré un investissement important, fait se rejoindre le coût horaire d'un entrepôt automatisé et celui de l'heure humaine travaillée.

Le CdCF présente donc ses propositions pour préserver l'emploi, préconisant une plus grande équité fiscale entre tous les acteurs économiques afin de permettre le développement équilibré de toutes les formes de commerce physique ou digital. Le Conseil promeut également la nécessaire modernisation des commerces afin de répondre aux nouvelles attentes de consommation des clients, encourage l'accompagnement et la formation des hommes et des femmes salariés ou non, aux nouveaux métiers et nouvelles formes de ventes, et accroître l'intégration des jeunes grâce au développement de l'alternance. Il souhaite également simplifier la vie des commerçants en allégeant le carcan administratif permettant de susciter de nouveaux investissements.

www.pointsdevente.fr

Pays : France

Dynamisme : 0



[Visualiser l'article](#)

La présentation officielle du Manifeste du Conseil du Commerce de France, aura lieu mardi 14 février 2017 et sera relayée par une série de petits déjeuners thématiques organisés pour les médias :

Rédaction Points de Vente

3/ DIVERS

- 11H30 - Programme en matière d'environnement : Yannick Jadot répondra aux questions de la communauté du WWF sur sa Facebook Live

1/ ECO

- 08H30 - Altarea Cogedim : conférence de presse de présentation des résultats annuels 2016 publiés la veille après Bourse - Pavillon Gabriel, 5 avenue Gabriel 75008 Paris

(*) 08H45 - ADP : conférence de presse de présentation des résultats annuels 2016, publiés la veille après Bourse, par Augustin de Romanet, PDG - Parc Hyatt Paris Vendôme, 5 rue de la Paix 75002 Paris

(+) 08H45 - Notaires de Paris-Ile-de-France : conférence de presse de présentation des chiffres et de l'analyse de la conjoncture immobilière à Paris et en Ile-de-France (bilan de l'année 2016 et premières tendances 2017) - Chambre des notaires de Paris, 12 avenue Victoria 75001 Paris

- 08H45 - Conseil du Commerce de France : dans le cadre de son appel aux candidats à la présidentielle 2017 sur l'avenir du commerce de France, point presse sur le thème "Renforcer l'attractivité commerciale des territoires" - 40 boulevard Malesherbes 75008 Paris